

Jean-Pierre Dubois défend « la société politique corse »

Paru le samedi 20 février 2010 dans Corse Matin



Photo : José Martinetti

Accueilli, hier, à l'université de Corse, le président national de la Ligue des droits de l'Homme a été le grand animateur d'une conférence-débat « pour les libertés et les droits ». « C'est important pour nous d'être ici, sur une terre attachée à la démocratie vivante », a-t-il déclaré.

Il est très bavard, il le revendique. À la tribune de l'amphi Ettori de la faculté de droit, son propos qui a constitué le socle de la conférence-débat a duré un peu plus d'une heure. Rien d'étonnant, Jean-Pierre Dubois est un passionné. Ses convictions étayent le discours du militant, autant que la pensée du professeur de droit constitutionnel. « Je corrige les copies de mes étudiants en ce moment. Certains écrivent que le président de la République fait la loi. Je suis forcé de leur mettre une très mauvaise note, mais je suis très mal à l'aise. Parce qu'ils n'ont pas tort ». Le ton est donné.

Présenté à la salle par Antoine Aiello, s'exprimant aux côtés d'André Paccou, son représentant en Corse, le président national de la Ligue des droits de l'Homme n'a pas ménagé Nicolas Sarkozy, encore moins, au-delà d'un chef d'État, « *un système monarchique et centralisateur qui fait que la volonté royale prévaut, et aucun autre pouvoir ne résiste* ». Maniant l'humour avec habileté, distillant les petites phrases collectées et sélectionnées au cœur des propos qu'il condamne, Jean-Pierre Dubois les ressert, citant les sources, pour éclairer l'auditoire sur une situation qui, selon lui, « *appelle une vraie réaction citoyenne. C'est le sens de notre tour de France, aller vers la société civile pour être à même, dès l'automne, de proposer un vrai pacte pour les droits et la citoyenneté* ».

« Arrêtons de nous lamenter, il n'y a pas de fatalité »

Il s'indigne quand il rappelle l'épisode d'un enfant de six ans interpellé par six policiers et placé en garde à vue, considère que le fichage organise le communautarisme, ironise sur « *la vidéo-surveillance appelée vidéo-protection* ». Jean-Pierre Dubois considère aussi que le débat sur l'identité nationale a été « *un festival de propos racistes* », il qualifie la tolérance zéro « *d'intolérance totale* ». Face à une salle représentative des préoccupations insulaires, il répond à des questions, relaie des

réflexions sur le Padduc, l'urgence sociale, le clanisme, la confiscation du pouvoir, le trop grand nombre de communes qui fait le lit d'un « *quadrillage clientéliste* ».

Pour le président de la Ligue des droits de l'Homme, le système génère les effets pervers depuis le plus haut sommet de l'État.

« La gestion bureaucratique est éloignée des vraies préoccupations citoyennes. Il faut reconnaître l'existence d'une société politique corse, l'avenir des Corses doit rester entre les mains des Corses ».

Ramenant son propos sur le plan national, Jean-Pierre Dubois a rappelé les principales propositions de la Ligue : un référendum sur le cumul des mandats, la suppression des juridictions d'exception, la régularisation des sans-papiers, la délivrance d'une attestation lors de chaque contrôle policier...

« Pour une véritable application de la loi et contre un pouvoir arbitraire ».

Puis, revenant sur la préparation d'un pacte citoyen qu'il juge capital, le président a lancé son message d'espoir : « *Arrêtons de nous lamenter, il n'y a pas de fatalité* ». Il y croit, et veut faire sien le mot « *riacquistu* », si cher à la société corse.

Noël Kruslin